abolition des armes nucléaires

ISSN 1161-6741

BULLETIN D'INFORMATION

STOP ESSAIS

novembre 2005
n° 151 • 1,4

Une réflexion en profondeur sur le désarmement nucléaire

Une vingtaine d'associations se sont retrouvées à l'Assemblée nationale pour échanger sur le désarmement nucléaire après les récents échecs à l'ONU de la conférence sur le TNP (mai 2005) et la conférence du Millénaire (septembre 2005). Un nouveau départ pour la nécessaire mobilisation.

Une matinée exceptionnelle avec trois personnalités à la tribune. Marie-Hélène Aubert, députée européenne Verte, Dominique David, chercheur à l'IFRI (institut français de recherches internationales) et Patrik Vankrunkelsven, sénateur-maire belge.

Marie-Hélene Aubert a montré comment le Parlement européen avait pris une délibération très forte sur le désarmement nucléaire. Nous en avons déjà parlé dans de précédents bulletins. Dominique David a dressé le panorama de la stratégie française dans le contexte mondial. A son avis le désarmement nucléaire n'est pas à l'ordre du jour. Pour lui, le problème majeur actuel est celui des Etats " intermédiaires ", nouvelle catégorie correspondant aux Etats qui vont probablement devenir des Etats dotés d'armes nucléaires si la problématique de la lutte contre la prolifération échoue dans les quelques prochaines années. Enfin Patrik Vankrunkelsven a étonné l'assistance par la description des actions qui se sont déroulées en Belgique ces derniers mois : interventions de manifestants et d'élus dans les sites de l'OTAN et délibération contre ces armes nucléaires aux deux chambres belges. Une grande leçon sur les initiatives que nous pourrions prendre en France.

L'après-midi a été entièrement consacrée à un débat entre les associations présentes. Le bilan que l'on peut faire de cette réunion est très largement positif. Plusieurs consensus se sont en effet dégagés qui ouvrent de véritables perspectives de travail commun, et, il est permis de l'espérer, de succès.

Les présents ont d'abord voulu identifier un objectif international qui pouvait être décliné au niveau européen. L'idée selon laquelle la France pouvait être à l'initiative d'une proposition européenne de désarmement a emporté l'adhésion de la majorité des présents. Il s'agirait pour elle de convaincre ses partenaires européens de commencer un processus de désarmement sur le principe des accords d'Ottawa ou de Kyoto ceci devant être présenté dans un cadre relié au TNP et à l'ONU mais de façon à éviter le blocage institutionnel lié à la règle de l'unanimité. Une des premières difficultés est de faire admettre en France l'idée que la France pourrait prendre une initiative dans ce sens.

Au niveau national, les partenaires ont estimé que leurs efforts pourraient être avantageusement orientés vers la mise en question du programme de construction des missiles M-51, au moins d'ici aux élections présidentielles et législatives d'avril à juin 2007. Ce programme souffre de difficultés techniques, et ne fait pas l'unanimité au sein de l'establishment politico-militaire. Son objectif qui correspond à un saut qualitatif de la force de dissuasion est aussi symbolique. Est-il admissible de se préparer à pouvoir atteindre Pékin avec nos nouveaux missiles ? Cette campagne pourrait être " gagnable " et facilement reliée à l'objectif global de nouvelle proposition européenne.

Une dernière proposition fut évoquée, dans la continuité des discussions du matin autour de Patrick Vankrunkelsven : une inspection citoyenne de masse et européenne, sur un site français lié au programme M-51. Une telle action serait de nature à rassembler toute la mouvance pacifiste, puisque chacun y trouverait en quelque sorte son compte, avec une action douce pour les légalistes, et une action de pénétration pour les autres. La participation d'élus, notamment issus des Maires pour la paix, du comité de soutien précédemment évoqué, ou encore du groupe d'étude parlementaire, et celle de personnalités diverses, renforcées par la présence en nombre de participants étrangers (élus et simples militants), seraient gage de succès.

Les initiatives déjà décidées pour 2006 (JDN, Paris, 11-12 mars, RID, Saintes, 7-8 mai et le Salon des initiatives de paix, Paris, 2-4 juin 2006) seront les occasions privilégiées pour faire le bilan de l'avancée du travail collectif des associations impliquées contre les armes nucléaires.

Dominique Lalanne

Essais nucléaires

Les vétérans face à la justice

Vendredi 21 octobre, cinq membres de l'AVEN dont une veuve, se présentaient devant la Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI) du tribunal de grande instance de Paris. Pour les vétérans, il s'agit maintenant d'obtenir réparation pour le préjudice subi en raison de leur participation aux essais nucléaires. ***"Les essais ont eu pour certains d'entre nous des conséquences médicales, psychologiques, familales et matérielles terribles. Beaucoup ont vu leur carrière brisée"*** rappelait Michel Verger, vice-président de l'Aven .

Le représentant du Fonds de garantie - organisme mis en place par l'Etat pour indemniser les victimes d'infractions commises en son nom - plaida pour "attendre" que les plaintes contre X déposées depuis près de deux ans par des vétérans métropolitains et polynésiens aient donné leurs conclusions. Autrement dit, ***"Attendons la Saint Glinglin. D'ici là, les vétérans auront le temps de se décourager !"***

Il reste que les vétérans sont toujours mobilisés. Le 21 octobre, ils accompagnaient leurs collègues devant le Tribunal de Paris et les médias, télévision et presse écrite, ont rapporté la séance de la CIVI dans leurs colonnes ou journaux télévisés du jour.

A Tahiti, ce fut l'occasion pour l'association Moruroa e tatou de rappeler dans les médias locaux que plus de 20 dossiers d'anciens travailleurs de Moruroa sont en instance pour reconnaissance de maladie professionnelle. Et de fustiger la Caisse de Protection Sociale de Polynésie qui, comme à Paris, pense qu'il est urgent d'attendre et de laisser le combat s'enliser.

Bruno Barrillot

NOUVELLES - NOUVELLES

Manifestation contre le réacteur EPR

Une nouvelle génération de centrales nucléaires se met en place avec la construction de l'EPR à Flammanville dans la Manche. Un rassemblement aura lieu les 15 et 16 avril à Cherbourg avec une manifestation le samedi 15 à 14 h pour réclamer plutôt le développement des énergies renouvelables et les incitations à la maitrise de l'énergie.

Comité de soutien
www.sortirdunucleaire.fr

Youri Bandajewsky est enfin libre

En 1999, le Professeur Bandajewsky, directeur de l'Institut d'Etat (Bélarus) de Médecine de Gomel était arrêté, jugé et condamné à 8 ans de prison pour "corruption". En fait, le médecin alertait l'opinion sur la dégradation de l'état de santé des habitants des zones contaminées à la suite de l'accident de Tchernobyl, notamment des enfants. De plus, il avait critiqué le détournement de fonds attribués à la lutte contre les conséquences de Tchernobyl, mettant en cause plusieurs instituts publics.

Le 5 août 2005, le professeur Youri Bandajewsky qui était adopté comme prisonnier d'opinion par Amnesty International, a été mis en liberté conditionnelle. Il est toujours sous contrôle policier et doit payer une amende de l'équivalent de 13 500 euros. Son objectif et celui de ses amis est de créer un laboratoire CRIIRAD-Bandajwsky qui travaillera sur les effets des contaminations radioactives. Ce laboratoire sera implanté en Belarus, pays le plus touché par la catastrophe de Tchernobyl. La moitié du financement a été trouvée par la générosité de particuliers et d'associations. Il est possible de se joindre à ce projet.

Pour plus d'informations voir la page d'accueil du site : www.criirad.org

Dissuasion nucléaire : on continue !

Nos députés viennent de voter le budget de la défense pour 2006. La part de la dissuasion nucléaire dans ce budget atteint 21,5 % du budget d'équipement global des armées. Globalement, l'arsenal nucléaire coûtera aux Français, en 2006, la coquette somme de 3 322 millions d'euros, en augmentation de 5,54 % par rapport à 2005.

Rien de bien nouveau, donc, chez les donneurs de leçon de non-prolifération nucléaire. On modernise à tour de bras notre arsenal de façon, comme le dit le député Jean Michel, rapporteur du budget de la dissuasion, à ce que nos missiles M51 et autres sous-marins "Terrible" assurent "la pérennisation de la dissuasion jusqu'à l'horizon 2040, au moins."

N'oublions pas que l'armement nucléaire, c'est bien sûr le "cœur" de la doctrine de défense de la France, mais que c'est beaucoup d'argent public distribué maintenant à une grande majorité d'entreprises d'armement privées (EADS, Thalès, Dassault, bientôt DCN, etc.). Des entreprises du bâtiment en profitent aussi largement, notamment à l'Ile Longue. En effet, nos stratèges ont estimé que le missile des actuels sous-marins de nouvelle génération n'était plus assez "performant". Ils ont donc décidé d'en faire un autre (le M51), plus long et plus puissant. C'est de grand profit pour les bétonneurs qui doivent construire des bâtiments gigantesques pour abriter les M51 et pour les constructions navales qui vont être obligés de reformater les coques des sous-marins qui devront alors (peut-être) appelés de "nouvelle nouvelle génération" !

Le programme de simulations des essais nucléaires se poursuit allègrement et ce n'est pas rien : 1 329 millions d'euros, soit 40 % du total des crédits affectés à la dissuasion. Comme depuis longtemps, nous critiquions le mimétisme et la dépendance de "nos" simulations par rapport au même programme américain, le député Jean Michel dénie la critique. Nous avons droit à un couplet sur "l'indépendance" de la France, précisant même que nos simulations sont plus performantes que celles des Américains qui eux, contrairement à la France de Chirac, n'ont pas fait une dernière salve d'essais nucléaires pour mettre au point des têtes nucléaires performantes. Vive nous !

Bruno Barrillot

A noter sur vos agendas

Les journées du désarmement nucléaire 2006 (JDN) se tiendront les 11-12 mars 2006 à Vitry sur Seine. Précisions dans le prochain Stop Essais.

EN BREF

Infos Stop Essais

Merci de continuer à manifester concrètement votre refus d'être défendu par des armes nucléaires en signant la pétition de Stop Essais. C'est toujours utile de signaler à nos élus que nous sommes opposés pour des raisons éthiques à un armement ignominieux qu'ils prétendent interdire aux autres tout en gardant le leur.

stop.essais@wanadoo.fr
Téléphone & Fax Stop Essais
Tél 01 69 07 78 37
Fax 01 69 07 29 96

Anniversaire
2 juillet 2006 à Tahiti

Cette date marquera le 40ème anniversaire du premier essai nucléaire français en Polynésie française. Une bombe qui "irradia copieusement" les habitants de l'île voisine de Mangareva le soir même, puis peu après l'ensemble de la Polynésie. L'association Moruroa e tatou organisera le 2 juillet prochain un grand rassemblement international à Tahiti en coopération avec le gouvernement de M. Oscar Temaru. De nombreux invités, parlementaires du Pacifique, organisations de paix, syndicats ont déjà annoncé leur présence à Tahiti.

A cette occasion un monument public à la mémoire des victimes des essais nucléaires sera inauguré en un lieu central et accessible de Papeete, une conférence internationale de parlementaires envisagera les suites à donner pour que justice soit rendue aux victimes de toutes les expériences nucléaires françaises, américaines, anglaises, russes ou chinoises. Et, comme à Tahiti, l'accueil fait partie de la tradition, la dimension festive ne sera pas négligée.

Contact :
moruroaetatou@mail.pf

Abolition des armes nucléaires - Stop Essais, Bulletin mensuel édité par la Coordination nationale Stop Essais,
membre du Réseau mondial Abolition 2000
Stop Essais - 114 rue de Vaugirard 75006 Paris
Directeur de publication : Bernadette Lucet. CPPAP 0106 G 72961. Imprimé par nos soins. Dépôt légal à parution.
Abonnement 15 C, Petits budgets 8 C , Soutien à partir de 20 C. Chèques à l'ordre de Stop Essais